

UNITED NATIONS  NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

Référence : C.N.52.2011.TREATIES-20 (Notification dépositaire)

CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961, TELLE QUE
MODIFIÉE PAR LE PROTOCOLE PORTANT AMENDEMENT DE LA
CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961

NEW YORK, 8 AOÛT 1975

PROPOSITION D'AMENDEMENTS PAR L'ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE À L'ALINÉA C)
DU PARAGRAPHE 1 ET E) DU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 49¹ : COLOMBIE

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en sa qualité de dépositaire, communique :

Référence est faite à la décision prise par le Conseil économique et social au sujet de la proposition du Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie tendant à modifier les paragraphes 1 c) et 2 e) de l'article 49 de la Convention susmentionnée, d'entamer les procédures prévues au paragraphe 1 b) de l'article 47, qui stipule que le Conseil économique et social demande aux parties si elles acceptent la proposition d'amendement et aussi les prie de soumettre au Conseil leurs commentaires sur la proposition. Le Secrétaire général a communiqué aux parties concernées le texte de la décision du Conseil par la notification dépositaire C.N.474.2009.TREATIES-3 en date du 30 juillet 2009.

Le 21 décembre 2010, le Secrétaire général a reçu une note verbale en date du 17 décembre 2010 de la Mission permanente de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies, adressée au secrétariat du Conseil économique et social, à laquelle est jointe une lettre datée du 1^{er} décembre 2010 adressée au Président du Conseil par le Vice-Ministre des affaires étrangères de la Colombie, concernant cette question. Tous les États concernés en ont été informés par la notification dépositaire C.N.3.2011.TREATIES-1 du 18 janvier 2011.

Par la suite, le 31 janvier 2011, le Secrétaire général a reçu une note verbale en date du 29 janvier 2011 de la Mission permanente de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant une lettre, en date du 26 janvier 2011, par le Vice-Ministre des affaires étrangères de la Colombie au Président du Conseil concernant la même question. Cette note verbale a été aussi

¹ Voir notification dépositaire C.N.194.2009.TREATIES-2 du 6 avril 2009 (Proposition d'amendements par la Bolivie à l'article 49, paragraphes 1 c) et 2 e)).

Attention : Les Services des traités des Ministères des affaires étrangères et des organisations internationales concernés. Les notifications dépositaires sont publiées uniquement en format électronique. Les notifications dépositaires sont mises à la disposition des missions permanentes auprès des Nations Unies sur le site Internet de la Collection des traités des Nations Unies à l'adresse <http://treaties.un.org>, sous la rubrique "Notifications dépositaires (CNs)". En outre, les missions permanentes et toute autre personne intéressée peuvent s'abonner pour recevoir les notifications dépositaires par email à travers le "Services automatisés d'abonnement", qui est également disponible à l'adresse <http://treaties.un.org>.

..... communiquée au Conseil économique et social. Le 11 février 2011, le Secrétaire général a reçu du Conseil économique et social le document ci-joint E/2011/59 en date du 31 janvier 2011, pour diffusion à tous les États parties.

Le 9 mars 2011



Attention : Les Services des traités des Ministères des affaires étrangères et des organisations internationales concernés. Les notifications dépositaires sont publiées uniquement en format électronique. Les notifications dépositaires sont mises à la disposition des missions permanentes auprès des Nations Unies sur le site Internet de la Collection des traités des Nations Unies à l'adresse <http://treaties.un.org>, sous la rubrique "Notifications dépositaires (CNs)". En outre, les missions permanentes et toute autre personne intéressée peuvent s'abonner pour recevoir les notifications dépositaires par email à travers le "Services automatisés d'abonnement", qui est également disponible à l'adresse <http://treaties.un.org>.



2011 年组织会议

2011 年 1 月 18 日、2 月 15 至 18 日，
以及 4 月 27 日和 28 日

议程项目 3

理事会基本工作方案

经《修正 1961 年麻醉品单一公约的议定书》修正的《1961 年麻醉品单一公约》(1975 年 8 月 8 日，纽约)

多民族玻利维亚国对第四十九条第一项(3)款和第二项(5)款的修正提案

秘书长的说明

理事会在 2009 年 7 月 30 日第 2009/250 号决定中注意到秘书长关于多民族玻利维亚国政府对经 1972 年《议定书》修正的《1961 年麻醉品单一公约》¹ 第四十九条第一项(3)款和第二项(5)款的修正提案的说明(E/2009/78)，决定根据经修订的《公约》第四十七条第一项启动该条第一项(2)款规定的程序，该款规定查询各缔约国是否接受所提议的修正案，并请其向经济及社会理事会提出关于此项提议的意见。

在 2009 年 7 月 30 日保存通知² 中，秘书长以保存人的名义向《公约》缔约方转递理事会第 2009/250 号决定。

秘书长谨向理事会转递 2011 年 1 月 29 日哥伦比亚常驻联合国代表团的普通照会(见附件)。

¹ 联合国，《条约汇编》，第 976 卷，第 14152 号。

² C. N. 474. 2009. TREATIES-3。



附件

2011年1月29日哥伦比亚常驻联合国代表团给经济及社会理事会的普通照会

哥伦比亚常驻联合国代表团向经济及社会理事会致意，并谨随函转递哥伦比亚外交部副部长兼外交部长代理莫妮卡·兰泽塔·木提斯2011年1月26日签署的一份给经济及社会理事会主席哈密顿·阿里的照会(见附文)，事关多民族玻利维亚国提交的关于《1961年麻醉品单一公约》的提案。

附文

2011年1月26日哥伦比亚外交部给经济及社会理事会的信

谨为多民族玻利维亚国提出的对《1961年麻醉品单一公约》修正案一事致函经济及社会理事会主席阁下。

关于这个问题，以及哥伦比亚政府2010年12月1日表明对上述《1961年麻醉品单一公约》修正提案看法的照会，我谨通知你，我国政府已决定撤回该照会，以便作进一步审议和评估。

外交部副部长

外交部长代理

莫妮卡·兰泽塔·木提斯(签名)



Economic and Social Council

Distr.: General
31 January 2011
English
Original: Spanish

Organizational session for 2011

18 January, 15-18 February and 27 and 28 April 2011

Agenda item 3

Basic programme of work of the Council

Single Convention on Narcotic Drugs, 1961, as amended by the Protocol amending the Single Convention on Narcotic Drugs, 1961 (New York, 8 August 1975)

Proposal of amendments by the Plurinational State of Bolivia to article 49, paragraphs 1 (c) and 2 (e)

Note by the Secretary-General

In its decision 2009/250 of 30 July 2009, the Economic and Social Council, taking note of the note by the Secretary-General (E/2009/78) on the proposal of the Government of the Plurinational State of Bolivia to amend article 49, paragraphs 1 (c) and 2 (e), of the Single Convention on Narcotic Drugs of 1961 as amended by the 1972 Protocol,¹ decided, in accordance with article 47, paragraph 1, of the Convention as amended, to initiate the procedures established in paragraph 1 (b) of that article, which states that the parties shall be asked whether they accept the proposed amendment and also asked to submit to the Economic and Social Council any comments on the proposal.

The Secretary-General, acting in his capacity as depositary, communicated to the parties to the Convention the text of Council decision 2009/250 in a Depositary Notification² dated 30 July 2009.

The Secretary-General is hereby communicating to the Council a note verbale dated 29 January 2011 from the Permanent Mission of Colombia to the United Nations (see annex).

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 976, No. 14152.

² C.N.474.2009.TREATIES-3.



Annex

Note verbale dated 29 January 2011 from the Permanent Mission of Colombia to the United Nations addressed to the Economic and Social Council

The Permanent Mission of Colombia to the United Nations presents its compliments to the Economic and Social Council and has the honour to transmit the original of the note of 26 January 2011 (see enclosure), signed by the Vice-Minister for Foreign Affairs of Colombia and chargé d'affaires of the Ministry of Foreign Affairs, Mónica Lanzetta Mutis, addressed to the President of the Council, Hamidon Ali, with reference to the proposal submitted by the Plurinational State of Bolivia concerning the Single Convention on Narcotic Drugs of 1961.

Enclosure**Letter dated 26 January 2011 from the Ministry of Foreign Affairs of Colombia addressed to the Economic and Social Council**

I have the honour to address you in your capacity as President of the Economic and Social Council in order to refer to the proposed amendment to the Single Convention on Narcotic Drugs of 1961 submitted by the Government of the Plurinational State of Bolivia.

On this matter, and with reference to the note dated 1 December 2010, in which the Government of Colombia expressed its views on the above-mentioned proposal to amend the Single Convention on Narcotic Drugs of 1961, I should like to inform you that, for purposes of further consideration and evaluation, my Government has decided to withdraw the above-mentioned note.

(Signed) **Mónica Lanzetta Mutis**
Vice-Minister for Foreign Affairs
Chargé d'affaires of the Ministry of Foreign Affairs



Conseil économique et social

Distr. générale
31 janvier 2011
Français
Original : espagnol

Session d'organisation de 2011

18 janvier, 15-18 février et 27 et 28 avril 2011

Point 3 de l'ordre du jour

Programme de travail de base du Conseil

Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 (New York, 8 août 1975)

Proposition de l'État plurinational de Bolivie tendant à modifier l'alinéa c) du paragraphe 1 et l'alinéa e) du paragraphe 2 de l'article 49

Note du Secrétaire général

Dans sa décision 2009/250 du 30 juillet 2009, le Conseil économique et social, prenant note de la communication du Secrétaire général portant sur la proposition du Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie tendant à modifier l'alinéa c) du paragraphe 1 et l'alinéa e) du paragraphe 2 de l'article 49 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole de 1972¹, a décidé, conformément au paragraphe 1 de l'article 47 de ladite convention, d'entamer les procédures prévues à l'alinéa b) de ce paragraphe, qui dispose qu'il pourra être demandé aux Parties si elles acceptent l'amendement proposé et aussi de présenter éventuellement au Conseil économique et social leurs observations sur cette proposition.

Agissant en sa qualité de dépositaire, le Secrétaire général a communiqué aux Parties à la Convention le texte de la décision 2009/250 du Conseil, dans une notification de dépôt² datée du 30 juillet 2009.

Le Secrétaire général communique par la présente au Conseil le texte d'une note verbale de la Mission permanente de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies datée du 29 janvier 2011 (voir annexe).

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 976, n° 14152.

² C.N.474.2009.TREATIES-3.



Annexe

Note verbale datée du 29 janvier 2011, adressée au Conseil économique et social par la Mission permanente de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Conseil économique et social et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint la note datée du 26 janvier 2011, adressée à M. Hamidon Ali, Président du Conseil, par M^{me} Mónica Lanzetta Mutis, Vice-Ministre des relations extérieures de la Colombie, chargée de fonctions auprès de la Ministre des relations extérieures, concernant la proposition faite par l'État plurinational de Bolivie au sujet de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 (voir pièce jointe).

Pièce jointe

Lettre datée du 26 janvier 2011, adressée au Conseil économique et social par le Ministère des relations extérieures de la Colombie

J'ai l'honneur de m'adresser à vous, en votre qualité de Président du Conseil économique et social, au sujet de la proposition du Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie tendant à modifier la Convention unique sur les stupéfiants de 1961.

Comme suite à la note datée du 1^{er} décembre 2010 par laquelle le Gouvernement colombien a fait part de ses vues au sujet de la proposition susmentionnée, je tiens à vous informer que, compte tenu d'éléments complémentaires dûment appréciés, mon gouvernement a décidé de retirer cette note.

La Vice-Ministre des relations extérieures,
Chargée de fonctions
auprès de la Ministre des relations extérieures
(*Signé*) Mónica **Lanzetta Mutis**

**Организационная сессия 2011 года**

18 января, 15–18 февраля и 27 и 28 апреля 2011 года

Пункт 3 повестки дня

Основная программа работы Совета**Единая конвенция о наркотических средствах
1961 года с поправками, внесенными в нее
в соответствии с Протоколом о поправках
к Единой конвенции о наркотических средствах
1961 года (Нью-Йорк, 8 августа 1975 года)****Предложение Многонационального Государства Боливия
о внесении поправок в пункты 1(с) и 2(е) статьи 49****Записка Генерального секретаря**

В своем решении 2009/250 от 30 июля 2009 года Экономический и Социальный Совет, приняв к сведению записку Генерального секретаря (E/2009/78) по поводу предложения Многонационального Государства Боливия о внесении поправок в пункты 1(с) и 2(е) статьи 49 Единой конвенции о наркотических средствах 1961 года с поправками, внесенными в нее в соответствии с Протоколом 1972 года¹, постановил, в соответствии с пунктом 1 статьи 47 Конвенции с внесенными в нее поправками, начать процедуры, предусмотренные в пункте 1(б) этой статьи, в котором говорится, что следует опросить стороны, принимают ли они предложенную поправку, а также просить их представить Экономическому и Социальному Совету любые замечания по поводу этого предложения.

Генеральный секретарь, действуя в качестве депозитария, препроводил сторонам Конвенции текст решения 2009/250 Совета в депозитарном уведомлении² от 30 июля 2009 года.

Настоящим Генеральный секретарь препровождает Совету вербальную ноту Постоянного представительства Колумбии при Организации Объединенных Наций от 31 января 2011 года (см. приложение).

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 976, No. 14152.

² C.N.474.2009.TREATIES.3.



Приложение

Вербальная нота Постоянного представительства Колумбии при Организации Объединенных Наций от 29 января 2011 года в адрес Экономического и Социального Совета

Постоянное представительство Колумбии при Организации Объединенных Наций свидетельствует свое высокое уважение Экономическому и Социальному Совету и имеет честь препроводить текст ноты, подписанной заместителем министра иностранных дел Колумбии, заведующей канцелярией министра иностранных дел Монике Лансетты Мутис на имя Председателя Совета Хамидона Али в связи с предложением Многонационального Государства Боливия в отношении Единой конвенции о наркотических средствах 1961 года.

Добавление**Письмо министра иностранных дел Колумбии от 26 января 2011 года в адрес Экономического и Социального Совета**

Имею честь обратиться к Вашему Превосходительству как к Председателю Экономического и Социального Совета, с тем чтобы сослаться на предложение о внесении поправки в Единую конвенцию о наркотических средствах 1961 года, которая была представлена правительством Многонационального Государства Боливия.

В этой связи, а также в связи с нотой от 1 декабря 2010 года, посредством которой правительство Колумбии высказало свое мнение относительно поспешного предложения о внесении поправки к Единой конвенции о наркотических средствах 1961 года, хотел бы сообщить Вам, что в свете дополнительных соображений, учтенных надлежащим образом, правительство моей страны приняло решение отозвать вышеупомянутую ноту.

(Подпись) Моника Лансетта Мутис
Заместитель министра иностранных дел
Заведующая канцелярией министра иностранных дел



Consejo Económico y Social

Distr. general
31 de enero de 2011

Original: español

Período de sesiones de organización de 2011

18 de enero, 15 a 18 de febrero y 27 y 28 de abril de 2011

Tema 3 del programa

Programa básico de trabajo del Consejo

Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes, enmendada por el Protocolo de modificación de la Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes (Nueva York, 8 de agosto de 1975)

Propuesta de enmiendas al artículo 49, párrafos 1 c) y 2 e), presentada por el Estado Plurinacional de Bolivia

Nota del Secretario General

En su decisión 2009/250, de 30 de julio de 2009, el Consejo Económico y Social, tomando nota de la nota del Secretario General (E/2009/78) sobre la propuesta del Gobierno del Estado Plurinacional de Bolivia de enmendar el artículo 49, párrafos 1 c) y 2 e), de la Convención Única sobre Estupefacientes de 1961, modificada por el Protocolo de 1972¹, decidió, de conformidad con lo dispuesto en el artículo 47, párrafo 1, de la Convención en su forma enmendada, iniciar los procedimientos establecidos en el párrafo 1 b) de dicho artículo, en que se dispone que se pregunte a las partes si aceptan la modificación propuesta y se les pida que presenten al Consejo comentarios acerca de la misma.

El Secretario General, actuando en su calidad de depositario, comunicó a las partes en la Convención el texto de la decisión 2009/250 del Consejo en una notificación del depositario² de fecha 30 de julio de 2009.

El Secretario General transmite por la presente al Consejo una nota verbal de fecha 29 de enero de 2011 enviada por la Misión Permanente de Colombia ante las Naciones Unidas (véase el anexo).

¹ Naciones Unidas, *Treaty Series*, vol. 976, núm. 14152.

² C.N.474.2009.TREATIES-3.



Anexo

[Original: español]

**Nota verbal de fecha 29 de enero de 2011 de la Misión
Permanente de Colombia ante las Naciones Unidas
dirigida al Consejo Económico y Social**

La Misión Permanente de Colombia ante las Naciones Unidas saluda atentamente al Consejo Económico y Social y tiene el honor de enviar el original de la nota del 26 de enero de 2011 (véase el apéndice), suscrita por la señora Viceministra de Relaciones Exteriores de Colombia, Encargada de las Funciones del Despacho de la Ministra de Relaciones Exteriores, Mónica Lanzetta Mutis, dirigida al señor Presidente del Consejo, Hamidon Ali, en relación con la propuesta presentada por el Estado Plurinacional de Bolivia en referencia a la Convención Única de 1961 sobre Estupeficientes.

Apéndice

[Original: español]

Carta de fecha 26 de enero de 2011 dirigida al Consejo Económico y Social por el Ministerio de Relaciones Exteriores de Colombia

Tengo el honor de dirigirme a Su Excelencia, en su condición de Presidente del Consejo Económico y Social, con el propósito de hacer referencia a la propuesta de modificación de la Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes, formulada por el Gobierno del Estado Plurinacional de Bolivia.

Sobre el particular y en relación con la nota de fecha 1 de diciembre de 2010, mediante la cual el Gobierno de Colombia expresó su opinión sobre la precitada propuesta de modificación de la Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes, me permito comunicarle que, con motivo de consideraciones adicionales, debidamente valoradas, mi Gobierno decide retirar la mencionada nota.

(*Firmado*) Mónica **Lanzetta Mutis**
Viceministra de Relaciones Exteriores
Encargada de las Funciones del Despacho de la
Ministra de Relaciones Exteriores

الضميمة

رسالة مؤرخة ٢٦ كانون الثاني/يناير ٢٠١١ موجهة إلى المجلس الاقتصادي والاجتماعي من وزارة خارجية كولومبيا

أتشرف بأن أكتب إلى سيادتكم بصفتكم رئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي للإشارة إلى المقترح المقدم من حكومة دولة بوليفيا المتعددة القوميات الداعي إلى تعديل الاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١.

وفي هذا الصدد وبالإشارة إلى المذكرة المؤرخة ١ كانون الأول/ديسمبر ٢٠١١ التي عبرت فيها حكومة كولومبيا عن رأيها في المقترح المذكور الداعي إلى تعديل الاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١، أسمحوا لي أن أبلغكم بأنه، نظرا لاعتبارات إضافية، قيّمت حسب الأصول، تقرر حكومي سحب المذكرة المذكورة.

(توقيع) مونيكا لانزتا موتيس

نائبة وزيرة الخارجية

المكلفة بشؤون وزارة الخارجية

مذكرة شفوية مؤرخة ٢٩ كانون الثاني/يناير ٢٠١١ موجهة إلى المجلس
الاقتصادي والاجتماعي من البعثة الدائمة لكولومبيا لدى الأمم المتحدة

تهدي البعثة الدائمة لكولومبيا لدى الأمم المتحدة أطيب تحياتها إلى المجلس الاقتصادي والاجتماعي، وتشرف بأن تحيل إليه النص الأصلي للمذكرة المؤرخة ٢٦ كانون الثاني/يناير ٢٠١١ (انظر الضميمة) التي وقعتها نائبة وزيرة خارجية كولومبيا، المكلفة بشؤون وزارة الخارجية، مونيكالانزتا موتيس، ووجهتها إلى رئيس المجلس، حميدون علي، بشأن المقترح المقدم من دولة بوليفيا المتعددة القوميات فيما يتعلق بالاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١.

وقام الأمين العام، بصفته وديع الاتفاقية، بإبلاغ الأطراف في الاتفاقية بنص مقرر المجلس ٢٥٠/٢٠٠٩ في إخطار إيداع^(٢) مؤرخ ٣٠ تموز/يوليه ٢٠٠٩.

ويبلغ الأمين العام المجلس بموجب هذا بمذكرة شفوية مؤرخة ٢٩ كانون الثاني/يناير ٢٠١١ واردة من البعثة الدائمة لكولومبيا لدى الأمم المتحدة (انظر المرفق).

Distr.: General
31 January 2011
Arabic
Original: Spanish

المجلس الاقتصادي والاجتماعي



الدورة التنظيمية لعام ٢٠١١

١٨ كانون الثاني/يناير، و ١٥-١٨ شباط/فبراير،

و ٢٧ و ٢٨ نيسان/أبريل ٢٠١١

البند ٣ من جدول الأعمال

برنامج العمل الأساسي للمجلس

الاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١، المعدلة بموجب
البروتوكول المعدل للاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١
(نيويورك، ٨ آب/أغسطس ١٩٧٥)

المقترح المقدم من دولة بوليفيا المتعددة القوميات بإدخال تعديلات على
الفقرتين ١ (ج) و ٢ (هـ) من المادة ٤٩

مذكرة من الأمين العام

في المقرر ٢٥٠/٢٠٠٩ المؤرخ ٣٠ تموز/يوليه ٢٠٠٩، قرر المجلس الاقتصادي والاجتماعي، وقد أحاط علما بمذكرة الأمين العام (E/2009/78) المتعلقة بمقترح حكومة دولة بوليفيا المتعددة القوميات بتعديل الفقرتين ١ (ج) و ٢ (هـ) من المادة ٤٩ من الاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١، المعدلة بموجب بروتوكول عام ١٩٧٢^(١)، أن يشرع، وفقا للفقرة ١ من المادة ٤٧ من الاتفاقية المعدلة، في الإجراءات المقررة في الفقرة ١ (ب) من تلك المادة، التي تنص على سؤال الأطراف إن كانت تقبل التعديل المقترح من عدمه ودعوتها أيضا إلى موافاة المجلس الاقتصادي والاجتماعي بأي ملاحظات على المقترح.

(١) الأمم المتحدة، مجموعة المعاهدات، المجلد ٩٧٦، الرقم ١٤١٥٢.

